

Le P.C.F. et l'économie politique



Claude Nelson

I. ENONCE DU PROBLÈME

Comment se servir du marxisme-léninisme pour expliquer, ou tenter de justifier, une stratégie, une pratique des options politiques foncièrement antimarxistes ?

Tel est, en clair, le problème que les théoriciens du P.C.F. sont mis en demeure de résoudre.

Autant dire que nous ne serons pas étonnés de les voir échouer à réaliser l'irréalisable. Pour cette opération de grande envergure, ils n'ont que deux voies possibles :

- soit partir des acquis scientifiques du marxisme-léninisme : il leur faudra alors réaliser un véritable coup de force, un tour de passe-passe relevant du miracle bien plus que de la science ;
- soit déformer, émasculer et avilir la théorie et les concepts marxistes sans crier gare, sauver les apparences en mettant la même étiquette sur des contenus tout à fait différents.

Mais chacun sait que le P.C.F. n'est pas un partisan du « tout ou rien ». De sorte que la solution retenue est, en fait, une véritable combinaison de ces deux voies. C'est pourquoi nous découvrirons, entre stratégie et théorie, non seulement des cohérences, **mais aussi des contradictions.**

La justification a posteriori de la voie française et pacifique menant au socialisme, ainsi que l'ensemble des positions politiques du P.C.F., est loin d'être exempte d'hérésies.

Le P.C.F. fait grand cas depuis quelques mois d'une prétendue « théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital », qui constitue, selon ses auteurs, le « noyau » d'une prétendue

« théorie du capitalisme monopoliste d'Etat » popularisée par un prétendu **Traité marxiste d'économie politique.**

Nous voulons ici dévoiler le rôle exact et la place de cette théorie dans l'ensemble des idées véhiculées par le P.C.F. Mais ce travail, on le comprend aisément, ne peut être mené à bien sans soumettre ladite théorie à l'examen critique qui s'impose.

Le but immédiat de cette théorie étant de fournir une explication du rôle économique de l'Etat dans les pays capitalistes développés, depuis la Seconde Guerre mondiale notamment, nous commencerons par nous demander d'où vient cette intervention économique de l'Etat, quelle est sa genèse historique.

A ce propos, Marx et Engels, puis Lénine surtout, nous ont laissé des indications à étudier, tant il est vrai que les actions de la superstructure étatique sur la base économique constituent, en fait, le développement de prémisses qui existaient avant même le stade impérialiste.

II. L'INTERVENTION ÉCONOMIQUE DE L'ÉTAT VUE PAR MARX, ENGELS ET LÉNINE.

1. Chez Marx

Les indications sur ce sujet restent extrêmement minces. Le développement d'une étude est naturellement dépendant de l'évolution de l'objet d'étude lui-même, à savoir, ici, le capitalisme.

Nous avons relevé quelques passages du livre III du **Capital**, chapitre 27, intitulé : « Le Rôle de crédit dans la production capitaliste »¹.

Examinant les conséquences de la constitution des sociétés par actions, Marx note d'une part l'extension énorme de la production et des entreprises, qui aurait été impossible avec des capitaux isolés. Il remarque d'autre part que le capital, qui présume une concentration sociale de moyens de production et de force de travail, revêt ici, dit-il, « directement la forme de capital social [...] par opposition au capital privé ; ses entreprises se présentent donc comme des entreprises sociales par opposition aux entreprises privées. C'est là la suppression du capital en tant que propriété privée à l'intérieur des limites du mode de production capitaliste »². Ici, Engels ajoute, dans une note, que, depuis que Marx a écrit ces lignes, de nouvelles formes industrielles se sont développées, représentant la société par actions à la puissance deux ou trois ; il pense à l'apparition des monopoles et des trusts. Cela va tout à fait dans le sens de ce qu'Engels écrit dans l'**Anti-Dühring** lorsqu'il explique qu'à chaque fois une forme de socialisation nouvelle et plus importante devient

1. Editions sociales, I. III, t. II, p. 101-107.

2. Page 102.

nécessaire pour répondre temporairement aux contradictions du système.

Marx poursuit, toujours à propos des sociétés par actions : « C'est la suppression du mode de production capitaliste à l'intérieur du mode de production capitaliste lui-même, donc une contradiction qui se détruit elle-même et qui, de toute évidence, se présente comme simple phase transitoire vers une forme nouvelle de production. C'est aussi comme une semblable contradiction que cette phase de transition se présente. Dans certaines sphères, elle établit le monopole, **provoquant ainsi l'immixtion de l'Etat.** (Souligné par nous.) Elle fait renaître une nouvelle aristocratie financière, une nouvelle espèce de parasites, sous formes de faiseurs de projets, de fondateurs, et de directeurs simplement nominaux ; tout un système de filouterie et de fraude au sujet de fondation, d'émission et de trafic d'actions³. »

Marx donc entrevoit déjà la possibilité d'une extension de « l'immixtion de l'Etat » et d'une « nouvelle espèce de parasites » Mais le niveau extrêmement embryonnaire de cette forme à l'époque l'empêche d'aller plus loin ; ce que fera Engels une vingtaine d'années plus tard, dans l'**Anti-Dühring**.

2. Chez Engels

Dès 1880, dans l'**Anti-Dühring**, Engels souligne que la socialisation capitaliste effectuée par les trusts monopolistes peut atteindre un niveau qui nécessite l'intervention de l'Etat. Il explique de façon assez générale, sans entrer dans le détail de la théorie économique, que le développement de la contradiction entre la propriété restant privée des moyens de production et la socialisation croissante des forces productives, oblige la classe des capitalistes elle-même à traiter de plus en plus ces forces comme des forces de production sociales. Les sociétés par actions constituent certes une forme de socialisation de quantités considérables de moyens de production, mais à un certain degré de développement, cette forme elle-même ne suffit plus. Alors les trusts apparaissent ; union de gros producteurs d'une seule branche, ils peuvent déboucher sur un seul monopole pour la branche. Mais, à un nouveau stade de développement, les moyens de production étant devenus trop grands pour être dirigés par les sociétés par actions, l'étatisation devient une nécessité économique. Nous voulons faire ici trois citations importantes d'Engels, toutes tirées de l'**Anti-Dühring** : « Notions théoriques sur le socialisme. »

a) « Dans les trusts, la libre concurrence se convertit en monopole, la production sans plan de la société capitaliste capitale devant la production planifiée de la société socialiste qui s'approche. Tout d'abord, certes, pour le plus grand bien des capitalistes. Mais, ici, l'exploitation devient si palpable qu'il faut qu'elle s'effondre.[...] Quoi qu'il en soit, avec trusts ou sans

trusts, il faut finalement que le représentant officiel de la société capitaliste, l'Etat, en prenne la direction*. La nécessité de la transformation en propriété d'Etat apparaît d'abord dans les grands organismes de communication : postes, télégraphes, chemins de fer⁴. »

b) « Mais ni la transformation en société par actions, ni la transformation en propriété d'Etat ne supprime la qualité de capital des forces productives. Pour les sociétés par actions, cela est évident. Et l'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre les empiètements **venant des ouvriers comme des capitalistes isolés.** (Souligné par nous.) L'Etat moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste : l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble.

Mais, arrivé à ce comble, il se renverse. La propriété d'Etat sur les forces productives n'est pas la solution du conflit, mais elle renferme en elle le moyen formel, la façon d'accrocher la solution⁵. »

c) « En poussant de plus en plus à la transformation des grands moyens de production socialisés en propriété d'Etat, il [le mode de production capitaliste] montre lui-même la voie à suivre pour accomplir ce bouleversement. **Le prolétariat s'empare du pouvoir d'Etat et transforme les moyens de production d'abord en propriété d'Etat⁶.** »

En 1891, dans une lettre adressée à Kautsky à propos du programme d'Erfurt, Engels critiqua encore la formulation : « l'absence de plan, qui a son fondement dans le caractère même de la production capitaliste privée ». D'une part, dit-il, la production capitaliste n'est plus vraiment privée, et d'autre part il y a un plan.

Dans les citations ci-dessus, nous avons déjà en filigrane l'idée exprimée plus tard par Lénine selon laquelle le socialisme constitue, sous certaines conditions, l'étape qui suit immédiatement le capitalisme monopoliste d'Etat.

3. Chez Lénine

Les textes où Lénine parle de l'intervention économique de

*. Note d'Engels : « Je dis : il faut. Car ce n'est que dans le cas où les moyens de production et de communication sont réellement trop grands pour être dirigés par les sociétés par actions, où donc l'étatisation est devenue une nécessité économique, c'est seulement en ce cas qu'elle signifie un progrès économique, même si c'est l'Etat actuel qui l'accomplit ; qu'elle signifie qu'on atteint à un nouveau stade, préalable à la prise de possession de toutes les forces productives par la société elle-même... »

4. **Anti-Dühring**, Paris, Editions sociales, 1963, p. 317.

5. *Ibid.*, p. 318.

6. *Ibid.*, p. 319.

L'Etat sont beaucoup plus nombreux. Ils évoquent souvent le cas de l'Allemagne, mais non pas toujours comme nous allons le voir. Ces textes ont surtout été écrits entre 1916 et 1919 ; le C.E.R.M. en a publié récemment une liste⁷. Nous ne retiendrons, quant à nous, que les plus importants, **mais en prenant bien soin de les situer dans leur contexte**, ce que ne font jamais les théoriciens P.C.F. du capitalisme monopoliste d'Etat.

Les passages les plus importants sont aussi ceux qui montrent qu'il y a unité parfaite, non seulement tactique mais aussi théorique, entre deux écrits de Lénine qui sont parfois présentés face à face, l'un contre l'autre : **L'Etat et la Révolution** d'une part, rédigé en août-septembre 1917, **La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer** de l'autre, rédigé du 10 au 14 septembre 1917.

Lénine, dès 1897, dans **Le Développement du capitalisme en Russie**, écrit :

« Nous ne tenons nullement la doctrine de Marx pour quelque chose d'achevé et d'intangible, au contraire nous sommes persuadés, qu'elle a seulement posé les pierres angulaires de la science, que les socialistes doivent faire progresser dans toutes les directions, s'ils ne veulent pas retarder sur la vie⁸. »

Il contribue effectivement, croyons-nous, à faire progresser la science économique par ses études sur le développement du capitalisme en Russie, sur l'impérialisme et le rôle accru de l'Etat. Rappelons d'abord que **La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer** constitue essentiellement un énoncé des mesures démocratiques à prendre, inspirées de la Commune de Paris, et tendant à briser l'appareil d'Etat bourgeois. Ces mesures sont en même temps celles qui permettent d'éviter la catastrophe. Cet écrit constitue aussi une violente diatribe contre le gouvernement, auquel participent mencheviks et socialistes-révolutionnaires, qui refusent de les appliquer.

Voilà ce que commencent par oublier les théoriciens du P.C.F. Lénine écrit par exemple : « Les capitalistes (de même, bien entendu, que tous les mencheviks et socialistes-révolutionnaires) reconnaissent **avec ardeur**, en paroles, le **principe** du contrôle et sa nécessité, mais ils insistent sur son application **graduelle**, méthodique, **réglée par l'Etat**⁹. »

Il s'acharne également à expliquer que, concernant l'Etat, il ne saurait y avoir de « milieu » : l'appareil d'Etat est, ou bureaucratique réactionnaire, ou démocratique révolutionnaire. (Voir p. 389, t. 25.) Il rappelle d'autre part :

« Tout le monde parle de l'impérialisme. Mais l'impérialisme n'est autre chose que le capitalisme monopoliste. Que le capitalisme, en Russie également, soit devenu monopoliste, voilà ce qu'attestent assez le "Prodougol", le "Prodamet", le syndicat du sucre, etc. ; ce même syndicat du sucre nous fournit un exem-

ple saisissant de la transformation du capitalisme monopoliste en capitalisme monopoliste d'Etat¹⁰. »

Dans son **Discours en faveur de la résolution sur la situation actuelle** du 12 mai 1917, il écrivait déjà : « La concentration et l'internationalisation du capital prennent des proportions gigantesques. Le capitalisme de monopole se transforme en capitalisme monopoliste d'Etat¹¹... »

Cela dit, il ajoute :

« **Dans un Etat véritablement démocratique et révolutionnaire** (souligné par nous), le capitalisme monopoliste d'Etat signifie inévitablement, infailliblement, un pas, ou des pas en avant vers le socialisme¹² ! »

Y compris dans **La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer**, cela ne fait absolument aucun doute, Lénine entend par « Etat véritablement démocratique et révolutionnaire », celui que le prolétariat se donne après avoir brisé l'Etat bourgeois. C'est dans cet esprit et dans ce contexte que Lénine poursuit par des phrases que les théoriciens P.C.F. extirpent malhonnêtement en y juxtaposant l'idée de « démocratie avancée », ce « milieu » entre l'Etat bureaucratique du capitalisme monopoliste d'Etat et le socialisme.

« Le socialisme n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste d'Etat. Ou encore : le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste d'Etat, **mis au service du peuple entier** et qui, pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste¹³. »

« ... Le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation **matérielle** la plus complète du socialisme, [...] l'étape de l'Histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme¹⁴. »

Ces passages tirés de **La Catastrophe imminente...** sont pourtant parfaitement clairs. Entre le capitalisme monopoliste d'Etat et ce qui constitue déjà le socialisme : la dictature du prolétariat, il n'y a absolument aucune place pour un quelconque « milieu » qui ne serait ni le capitalisme monopoliste d'Etat, ni le socialisme. Mais les théoriciens P.C.F., sans doute totalement satisfaits par **La Catastrophe...**, vont pousser le ridicule jusqu'à solliciter l'appui d'un **morceau de phrase** de **L'Etat et la Révolution** :

« ... L'impérialisme — époque du capital bancaire, époque des gigantesques monopoles capitalistes, époque où le capitalisme monopoliste se transforme par voie de croissance en capitalisme monopoliste d'Etat [presque toujours la citation s'arrête ici] — montre le renforcement extraordinaire de la "machine d'Etat" [quelques **rares** fois, la citation est poussée, au maximum, jusqu'ici ; mais terminons la phrase...], l'extension inouïe de son appareil bureaucratique et militaire en liaison avec une répression accrue du prolétariat, aussi bien dans les pays monarchiques que dans les républiques les plus libres.

7. Cahier n° 91.

8. Œuvres, Paris, Editions sociales, p. 217.

9. « La catastrophe... », Œuvres, t. 25, p. 354.

10. Œuvres, t. 25, p. 388.

11. Œuvres, t. 24, p. 309.

12. Œuvres, t. 25, p. 308-389.

13. Ibid., p. 389.

14. Ibid., p. 390.

« Aujourd'hui, l'histoire universelle conduit sans nul doute, sur une échelle infiniment plus vaste qu'en 1852, à la "concentration de toutes les forces" de la révolution prolétarienne en vue de la "destruction" de la machine d'Etat¹⁵. »

Voilà la citation complète.

On pressent déjà la façon dont ce concept de « capitalisme monopoliste d'Etat » est vidé de son contenu par les intellectuels P.C.F., qui ne reprennent que les mots et l'expression de Lénine. De même les concepts marxistes sont à ce point triturés et déformés qu'on n'en reconnaîtra plus que les noms.

L'usage d'un vocabulaire rassure. N'est-ce pas la preuve que ceux qui en font usage sont d'authentiques marxistes-léninistes ? ! Mais il constitue aussi un masque, que nous n'hésitons pas à arracher, derrière lequel peuvent se dissimuler les pires déformations.

III. LA THEORIE P.C.F. DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT

Ainsi, pour Lénine¹⁶, le capitalisme monopoliste d'Etat se caractérise par le renforcement du rôle économique et politique de l'Etat bourgeois comme reflet de l'exacerbation des contradictions du système. C'est ce qui rend plus que jamais nécessaire la concentration de toutes les formes de la révolution en vue de la **destruction** de l'appareil d'Etat. Le développement du capitalisme monopoliste d'Etat rend purement et simplement caduque la référence à l'Angleterre des années 1850, caractérisée par une quasi-absence de l'appareil étatique, bureaucratique et militaire.

Eh bien, ce qui, pour Lénine, nécessitait la destruction de l'appareil d'Etat et l'établissement **immédiat** de la dictature du prolétariat, nécessite pour le P.C.F. une « **restructuration** démocratique de l'appareil d'Etat »¹⁷.

Cette restructuration pourra s'opérer « lorsque les forces démocratiques, unies sur un programme, seront au gouvernement, ce changement de gouvernement s'effectuera **dans le cadre du système capitaliste et ce gouvernement** aura à intervenir dans le cadre de celui-ci »¹⁸. Il reconnaît pourtant que :

« Si le financement public, le secteur public, la consommation d'Etat, la planification monopoliste sont des traits distinctifs du capitalisme monopoliste d'Etat, la militarisation de l'économie, la contrainte idéologique et politique, le regroupement des forces réactionnaires, l'autoritarisme politique n'en caractérisent pas moins fondamentalement le capitaliste monopoliste d'Etat¹⁹. »

Pour justifier une telle opposition, à partir, semble-t-il, d'une

même analyse, le P.C.F. a, bien sûr, recours à certains arguments. Mais, avant de les mentionner, il nous faut aller examiner en profondeur ce que ses théoriciens nous présentent comme constituant le « noyau » de leur théorie du capitalisme monopoliste d'Etat : la suraccumulation-dévalorisation du capital.

1. Le concept de « dévalorisation » du capital

Nous ne revenons pas, ici, sur la théorie de la suraccumulation, exposée par Marx dans le chapitre XV du livre III du **Capital**, et à laquelle se réfèrent les théoriciens P.C.F. Il est nécessaire de s'y reporter pour comprendre ce qui va suivre.

Marx utilise le terme « dévalorisation » dans le chapitre XV du **Capital**, en lui donnant le sens de **diminution de valeur du capital** ayant pour effet :

- ou bien de contribuer, dans un premier temps, à transformer la baisse du taux de profit en simple tendance tout en renforçant dans un deuxième temps l'aspect baissé du taux de profit ;
- ou bien de servir de « remède » à la suraccumulation du capital elle-même (et non plus simplement à sa tendance), qu'elle soit absolue ou relative.

La dévalorisation du capital se manifeste alors périodiquement dans des crises aiguës.

Il écrit : « L'augmentation de la force productive (qui, par ailleurs, nous l'avons mentionné, va toujours de pair avec une dépréciation du capital existant) ne peut directement accroître la grandeur de la valeur du capital que si, en élevant le taux de profit, elle augmente l'élément de valeur du produit annuel qui est reconverti en capital. S'il s'agit de la force productive du travail, ce résultat ne peut se produire (car cette force productive n'a directement rien à voir avec la **valeur** du capital existant) qu'autant qu'elle entraîne une élévation de la plus-value relative ou encore une **réduction de la valeur du capital constant**, donc que si les marchandises entrant, soit dans la reproduction de la force de travail, soit dans les éléments du capital constant, sont produites à meilleur marché. Or, ces deux conséquences impliquent une **dévalorisation du capital existant** et vont de pair avec la réduction du capital variable par rapport au capital constant. Toutes deux entraînent la baisse du taux de profit et toutes deux la ralentissent²⁰. »

Mais, ajoute-t-il plus loin : « les facteurs antagoniques agissent simultanément les uns contre les autres »²¹.

Et :

« ... Le conflit des facteurs antagoniques se fait jour dans des crises. Les crises ne sont jamais que des solutions violentes et momentanées des contradictions existantes, de violentes éruptions qui rétablissent pour un instant l'équilibre rompu²². »

15. Ibid., p. 444.

16. Voir citation ci-dessus.

17. Delilez, *L'Humanité*, 17 septembre 1971.

18. Jacques Brière, *Economie et politique*, n° 188, p. 16.

19. *Traité marxiste d'économie politique*, cité par J. Kahu, in *Economie et Politique*, n° 200-201., p. 141.

20. *Le Capital*, Editions sociales, I. III, chap. XV, p. 261.

21. Ibid., p. 261.

22. Ibid., p. 262.

Il remarque déjà dans le chapitre VI du livre III du *Capital*²³ que : « Le taux de profit étant égal au rapport de l'excédent de valeur du produit à la valeur du capital total avancé, une hausse du taux de profit provenant d'une **dévalorisation** [souligné par nous] du capital avancé pourrait aller de pair avec une perte de valeur-capital et de même une baisse du taux de profit, résultant d'une augmentation de valeur du capital avancé, pourrait s'accompagner d'un bénéfice²⁴. »

La dévalorisation, opposée à l'augmentation de valeur, a lieu ici dans le sens de diminution de valeur.

Au chapitre XV du livre III, Marx, étudiant les contradictions internes de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, met en lumière le rôle de la diminution de valeur du capital comme moyen d'arrêter la baisse du taux de profit, c'est-à-dire comme remède à la suraccumulation du capital.

« La dépréciation périodique du capital existant, qui est un moyen immanent au mode de production capitaliste, d'arrêter la baisse du taux de profit²⁵... »

« La portion de ΔC qui se trouverait [en cas de suraccumulation absolue] entre les mains des premiers capitalistes en fonction, ils la laisseraient plus ou moins en sommeil, **pour ne pas dévaloriser eux-mêmes** [souligné par nous] leur capital primitif et ne pas réduire son champ d'activité dans le domaine de la production ; ou bien ils l'utiliseraient pour faire supporter aux intrus et d'une façon générale à leurs concurrents, même au prix d'une perte momentanée de leur part, la mise en sommeil du capital additionnel²⁶. »

« La solution implique une mise en sommeil et même une destruction partielle du capital d'un montant de valeur équivalant à tout le capital additionnel ΔC ou au moins à une fraction de ce dernier. [...] C'est la concurrence qui opère la répartition²⁶. »

« L'arrêt de la production ainsi survenu aurait préparé un élargissement ultérieur de la production, dans les limites capitalistes²⁷. »

Il ressort de la lecture de Marx que la dévalorisation du capital, c'est-à-dire la **diminution de valeur** du capital est le produit de deux choses :

1) d'une simple lutte au niveau de la **tendance** à la baisse du taux de profit. Exemple : dévalorisation du capital variable et du « capital constant existant ».

2) d'une lutte contre la baisse effective du taux de profit elle-même, c'est-à-dire contre la suraccumulation du capital, qu'elle soit absolue ou relative, et non plus simplement contre la tendance à la suraccumulation. Exemple : mise en sommeil d'une partie du capital constant et du capital variable (chômage) lors de la crise.

23. Editions sociales, p. 130.

24. Ibid., p. 262.

25. Ibid., p. 265.

26. Ibid., p. 266.

27. Ibid., p. 267.

La dévalorisation du capital social total, donc de certaines de ses parties, est beaucoup plus importante lors de la crise.

La forme de notre exposé ne doit pas faire penser qu'il y aurait une coupure entre la tendance à la baisse du taux de profit (ou à la suraccumulation du capital) et la baisse effective du taux de profit (ou suraccumulation du capital).

La suraccumulation du capital apparaît, en fait, comme le résultat et le développement du conflit des forces antagoniques ou contradictions internes à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

Il est néanmoins nécessaire de distinguer les deux niveaux d'action possible de la dévalorisation du capital.

Les théoriciens du P.C.F., quant à eux, adoptent une définition tout à fait différente de celle de Marx sans jamais d'ailleurs insister sur le fait, parfois même en le passant sous silence. Ce qui est d'autant plus gênant qu'ils veulent faire jouer à **leur** dévalorisation un rôle parfois identique à celui qu'elle tient chez Marx, entretenant ainsi la confusion. Par exemple, dans le numéro 185 d'*Economie et Politique*, on lit, page 56 :

La théorie de la suraccumulation-dévalorisation du capital, ébauchée seulement en tant que telle dans le Livre III du *Capital*... » ou encore, page 39, du tome I du *Traité marxiste d'économie politique* :

« ... Ce que Marx appelle « mise en sommeil du capital » et que l'on peut nommer aussi dévalorisation du capital total... » Voilà qui est exact. Pourtant on se rend compte, à l'exposé des formes de dévalorisation décrites dans ce même traité, que la notion est tout à fait différente. Non seulement, bien sûr, par les formes qu'elle recouvre, mais bien plus et surtout par sa nature même.

Par exemple Boccara (théoricien P.C.F.) propose, dans le numéro 143-144 d'*Economie et Politique*, de qualifier de « dévalorisé » le capital exporté par l'impérialisme, car, dit-il, ce capital n'est pas mis en valeur dans son pays d'origine où il est suraccumulé²⁸. L'exportation de capital constituant une « solution » qu'**aucune autre étape intermédiaire ne sépare** du socialisme²⁹. » à la suraccumulation, on dit qu'il s'agit d'une dévalorisation du capital. D'ailleurs, cela s'éclaire à la lueur d'une mise au point récente : « ... Dévalorisation de capital, au sens plus large du terme que nous avons proposé, englobant l'ensemble des "solutions de la suraccumulation"²⁹. »

Il ne fait aucun doute pourtant que ce capital est bien mis en valeur et que cette mise en valeur permet même la continuation, pour un temps, de l'accumulation du capital social, exporté ou non. C'est ainsi que Boccara est amené à parler, contrairement à Marx, et de manière paradoxale, d'« accumulation du capital dévalorisé », ce qui signifie rien moins que valorisation de capital dévalorisé ! Marx lui-même évoque à plusieurs endroits du *Capital* le rôle de l'exportation des capitaux dans la lutte contre

28. Voir aussi *Economie et Politique*, n° 202, p. 105.

29. *Economie et Politique*, n° 202, mai 1971, p. 96.

la baisse du taux de profit, mais il n'évoque jamais à son sujet l'idée de dévalorisation, même si cette exportation est liée à une suraccumulation de capital :

« Si on exporte des capitaux, ce n'est pas qu'on ne puisse absolument les faire travailler dans le pays. C'est qu'on peut les faire travailler à l'étranger à un taux de profit plus élevé. Mais ces capitaux constituent un excédent absolu de capital pour la population ouvrière occupée, et plus généralement pour le pays en question³⁰. »

On verra quel est l'objectif de cet « élargissement » de la notion proposé par Boccara, encore que ses conséquences théoriques les plus graves ne concernent pas le capital exporté, mais le capital public.

Le capital public est dit dévalorisé, car s'il est mis en valeur par l'Etat, il n'est pas mis en valeur pour lui-même, mais essentiellement pour les monopoles privés. La plus-value obtenue par la mise en œuvre de ce capital public est pour partie transférée au secteur privé, ce qui a pour résultat le maintien et le renforcement du taux de profit de ce secteur, permettant ainsi à l'accumulation du capital privé de se poursuivre plus longtemps. Mais pourtant la production du capital public se poursuit également, et même sa reproduction élargie ; il y a donc là encore, selon Boccara, « accumulation de capital dévalorisé », soit valorisation de capital dévalorisé.

D'une part, il est certain que la reproduction élargie du secteur privé nécessite, en général, la reproduction élargie du secteur public (exemple : transports ferroviaires, E.D.F., etc.). Si l'activité de telles branches nationalisées est nécessaire à l'activité productrice de l'ensemble du système, alors leur croissance, en rapport avec la croissance du secteur privé, est non moins nécessaire. Ce qui veut dire que, quelle que soit la composition organique du capital dans ces branches (composition valeur correspondant à une composition technique donnée), un certain taux d'accumulation est nécessaire par lequel s'affirme finalement, quelle que soit sa forme, une tendance à la péréquation dans la répartition de la plus-value globale.

Admettre le contraire, serait affirmer qu'« accumulation de capital dévalorisé » n'est pas valorisation de capital dévalorisé, mais simplement accumulation de moyens de production.

Ce qui signifierait que les moyens de production publics (on ne pourrait plus parler de capital) constitueraient une grande île de socialisme (et non plus des « îlots ») à l'intérieur du système capitaliste. La rationalité du secteur public n'aurait, ainsi, rien à voir avec celle du capitalisme.

Mais cela, les théoriciens du P.C.F. n'osent pas encore l'affirmer (ils soutiennent même le contraire, à juste titre) de sorte que, pour eux, et aussi paradoxal que cela puisse paraître, il y a bien valorisation de capital public dévalorisé !

Mais il est clair que cette reproduction élargie ne peut être, alors, financée que par l'impôt (éventuellement, dans certaines

conditions, par une émission monétaire inflationniste), c'est-à-dire dans les deux cas, **et en dernière analyse**, par une aug-
PI

mentation indirecte du taux de plus value (—) permise par l'in-
v

tervention de l'Etat. La totalité du capital social est donc bien mise en valeur, et le premier aspect de l'activité de l'Etat constitue une simple « cause contrecarrante » de la baisse du taux de profit.

La seule chose que l'on puisse dire pour l'instant, c'est, au plus, qu'il y a diminution indirecte de la valeur primitivement attribuée au travail.

D'autre part, il n'y a pas seulement, comme le pensent les théoriciens P.C.F. du capitalisme monopoliste, transfert de la plus-value produite par la mise en œuvre du capital public. Il y a également, sous diverses formes, transfert et attribution gratuite du capital public, qui doit être estimé en fonction de la masse de la production rendue possible par la disposition d'un capital argent (exemple : budget), qui permet donc aussi la disposition du travail vivant et cristallisé. C'est le cas, par exemple, en ce qui concerne la construction d'un port ou la création d'« économies externes » en général. L'entretien, le renouvellement, l'élargissement de ce capital public et donc de son transfert, par mise à la disposition du secteur privé, nécessite **aussi** le renouvellement de la ponction sur les travailleurs. Les simples subventions accordées par l'Etat à des entreprises du secteur privé nécessitent également une ponction sur les travailleurs.

Or, cette ponction, **quelles que puissent être ses formes**, d'une part permet l'accroissement du taux de plus-value, mais ce faisant **renforce** la tendance à la baisse du taux de profit et à la suraccumulation du capital.

Néanmoins, admettre qu'elle soit possible à ce point, c'est renier de la manière la plus brillante qui soit la théorie de la suraccumulation du capital, tout en s'en réclamant.

Marx explique, au contraire, qu'une ponction supplémentaire proportionnelle à ΔC devient impossible à partir d'un certain niveau de développement des contradictions internes à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Il fait même l'hypothèse, pour faire comprendre ce qu'est la suraccumulation, d'un $\Delta PI = 0$ pour un $\Delta C > 0$ (suraccumulation absolue).

Mais renier ainsi, de manière aussi brillante que sournoise, la suraccumulation du capital, c'est, de la même manière, renier l'existence même d'une tendance à la baisse du taux de profit. C'est, en effet, ne pas savoir ce qui, du conflit des contraires, doit finalement l'emporter (baisse ou « causes contrecarrantes » ?). Et rien ne s'oppose alors à ce qu'on parle de tendance à la **hausse** du taux de profit.

Et, en dernière analyse, renier, de fait, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, c'est aussi abandonner la « loi de la valeur », véritable pilier de toute économie politique scientifique. Mais, dira-t-on, les théoriciens P.C.F. se réclament des

30. L. III. chap. XV, p. 268.

découvertes scientifiques de Marx. En supposant qu'ils les admettent jusqu'à reconnaître la suraccumulation du capital, alors le véritable coup de force consiste dans le passage à la « dévalorisation ». Le simple énoncé du problème ne contiendrait plus, déjà, comme le disait Marx, la solution. Ce qui n'est possible, de toute façon, que par une mise au rebut de la « loi de la valeur », quoi qu'on en dise. Il est donc très difficile, on le voit, de comprendre à quelle suraccumulation effective, qu'elle soit absolue ou relative, cette prétendue « dévalorisation de capital public » peut servir de « remède », même en prenant soin d'entourer ce mot de guillemets. On n'a pas avancé d'un pouce dans l'explication de la transformation des cycles classiques en phases d'expansion-récession ; on est donc mal parti pour en comprendre les limites.

Cette « solution » peut être appelée « dévalorisation », car en cherchant bien, il s'agit toujours, dans un certain sens de « non-mise en valeur » d'un capital particulier :

- le capital public n'est pas mis en valeur « pour lui-même » (sic) ;
- le capital exporté n'est pas mis en valeur « dans son pays d'origine » (sic).

Comme la suraccumulation constitue chez Marx le noyau d'une explication des crises ; des crises ; comme Boccara appelle cette dévalorisation indirecte du capital variable : « dévalorisation du capital public » ; et comme il a posé **auparavant** que la dévalorisation du capital suit forcément la suraccumulation elle-même, on voit déjà poindre à l'horizon son explication de la « régulation » du système par l'existence du « capital public dévalorisé ».

Mais la question se pose tout de même, bien que Boccara, lui, ne la pose jamais, de savoir d'où sort cette suraccumulation qui a pour remède provisoire, bien que permanent : le « capital public dévalorisé » ?

Remède-miracle qui permet néanmoins la poursuite quasi-continue de la mise en valeur et de l'accumulation du capital social total et dont la seule limite semble être la nationalisation complète de tous les moyens de production.

Le P.C.F., qui ne voit pas que la « dévalorisation du capital public » n'en est pas une, ne peut être conscient de ce problème. Néanmoins, son hypothèse du « processus polycyclique multiforme d'ensemble » pourrait bien tenir lieu de réponse pour les épigones qui ainsi trouveraient encore un argument pour soutenir l'insoutenable. Argumentation bien faible, nous allons le voir.

2. L'hypothèse du « processus polycyclique multiforme d'ensemble ».

Cette hypothèse est avancée à partir d'observations que nous croyons justes dans l'ensemble.

« ... C'est au cours des périodes de dépression que les ten-

tatives d'adaptation ont été les plus importantes. Ainsi, les transformations qui ont conduit au développement de l'impérialisme, à celui du capital financier ainsi qu'à l'exportation massive des capitaux, interviennent à partir de la **longue phase dépressive** [souligné par nous] des années 1874-1896³¹. »

« La naissance et le développement de la phase monopoliste permettent au capitalisme de retrouver une **phase ascendante** [souligné par nous], « la belle époque » des années 1895-1914. A la veille de la Première Guerre mondiale, le développement des contradictions capitalistes conduit **de nouveau** à l'éclatement des antagonismes, **avec le début d'une suraccumulation profonde et durable** [souligné par nous]³². »

C'est alors que devient nécessaire une longue période de dépression : la période d'entre-deux-guerres.

« L'intervention publique est apparue alors indispensable pour que la dévalorisation du capital social devenue inévitable soit prise en charge par l'Etat³³... »

Nous pensons que l'Etat joue effectivement un rôle important dans l'organisation de la dévalorisation, **au sens de Marx**, du capital social, et notamment du capital **qui fonctionne hors du secteur public**. Mais si l'on s'en tient au concept de suraccumulation de Marx, la suraccumulation, à l'intérieur d'une sphère capitaliste donnée, nécessite soit une mise en sommeil d'une partie du capital social de cette sphère, soit la mise en valeur à l'extérieur de la sphère capitaliste en question d'une partie du capital social, et à des conditions d'extorsion de plus-value naturellement plus avantageuses.

Or, Boccara (qui semble être l'instigateur de cette révision théorique) et ses comparses du P.C.F. prétendent ici que le capital suraccumulé est pris en charge par l'Etat qui réussit à le mettre en valeur à l'intérieur même de la sphère capitaliste en question, qui réussit donc à accumuler le capital suraccumulé (qu'on appelle dévalorisé) jusqu'à ce qu'il y ait suraccumulation de capital suraccumulé ! Cela ne peut signifier que deux choses :

- ou bien il n'y avait pas de suraccumulation du capital au moment de la prise en charge par l'Etat, et donc il n'y a pas de « dévalorisation » (même au sens de Boccara) du capital public ;
- ou bien « l'élargissement » (**sic**) du concept de dévalorisation nécessite aussi un « élargissement » du concept de suraccumulation qui signifie tout simplement négation de la suraccumulation du capital elle-même, comme développement des contradictions internes de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, c'est-à-dire aussi négation de la tendance elle-même et par conséquent véritable amputation de la théorie économique marxiste sous couvert de vouloir la développer.

Puisse Paul Boccara, qui aime disserter longuement sur les

31. *Traité*, t. 1, p. 43.

32. *Ibid.*, p. 43.

33. *Ibid.*, p. 65.

déviation et autres révisions de droite et de gauche, méditer aussi longuement sur ce point !

Ce concept, précisément parce qu'il est trop large, ne permet pas de rendre compte de la nature exacte de l'activité de l'Etat, par ailleurs appréhendée de manière relativement juste au niveau phénoménal.

On peut en revanche accorder un certain crédit à l'explication de la phase longue 1895-1914 par le développement de l'impérialisme, avec toutefois des réserves qui dépassent celle qui a été faite à propos de l'utilisation de l'expression « capital dévalorisé » s'appliquant au capital exporté.

On peut lire par exemple : « Les solutions de la dévalorisation de capital par le moyen de la diminution de valeur du capital constant et de l'augmentation du taux de plus-value, intervenant à l'issue des cycles intermédiaires de la longue phase de tendance ascendante, rencontrent à leur tour leurs limites spécifiques. D'où la suraccumulation de longue période nécessitant une phase longue de tendance à la dévalorisation du capital avec, notamment, tendance à la baisse de la composition organique³⁴. »

« Cette schématisation [...] très allusive et sujette à des erreurs d'interprétation » (*ibid.*) n'en est pas moins très révélatrice à la lumière des développements ultérieurs qu'elle a connus. Elle montre la façon purement formelle et mécanique d'appréhender les problèmes : on a observé des cycles courts d'une durée moyenne de 8 à 10 ans, Marx a découvert la clé de leur explication avec la théorie de la suraccumulation, mais depuis on a pu observer des cycles longs plus ou moins cinquantennaires ; alors il doit y avoir une suraccumulation courte pour les cycles courts et une suraccumulation longue pour les cycles longs ; idem pour la dévalorisation. Les deux choses sont superposées, et même si l'on signale au passage qu'à l'intérieur des phases longues « ascendantes », les phases courtes de chute sont plus courtes que dans les phases longues de « dévalorisation » (le terme de phase descendante n'est pas utilisé), il s'agit là d'une simple observation, **et sous un certain angle**, du niveau phénoménal.

Jamais l'interaction de ces cycles n'a été théoriquement expliquée, pas plus que la dynamique interne de la suraccumulation longue. Mais ces lacunes ont amené, dans les discussions, certains épigones sur les positions les plus farfelues. Sur un chemin mal tracé, les moutons s'égarent. Acculés par la question posée ci-dessus : à quelle suraccumulation cette prétendue « dévalorisation du capital public » peut-elle bien servir de « remède », puisqu'elle ne constitue manifestement, et au plus, qu'une « cause contrecarrante », d'où vient cette suraccumulation ? Ils donnèrent la réponse suivante, bien plus absurde que formelle : vous oubliez les phases longues, la suraccumulation vient de l'accumulation de la phase longue précédente. Ainsi la « longue phase de tendance dépressive » dévaloriserait le capital accumu-

lé au cours de la « longue phase ascendante » précédente !! (Soit environ une trentaine d'année auparavant.) On en arrive même parfois à se demander, si les théoriciens P.C.F. eux-mêmes, qui ne sont jamais clairs sur la question, ne sont pas amenés à faire cette interprétation lorsqu'ils sentent confusément que quelque chose cloche (puisqu'ils ne peuvent, bien sûr, poser explicitement la question). Par exemple, dans un numéro récent d'**Economie et Politique**³⁵, on peut lire, sous la plume de Jean-Claude Delaunay : « ... à une période de suraccumulation générale succède une période de dévalorisation générale... »

Manque de chance, la période d'après la Seconde Guerre mondiale est caractérisée par Boccara lui-même comme « longue phase ascendante ». Alors, le capital public dévalorisé a été accumulé quand ?

Les adeptes boccariens, s'emmêlant dans les phases, déclarent qu'il est bien tard pour continuer à discuter de ces choses ardues... (Sous-entendu : accessibles en réalité aux quelques initiés !) Pourquoi les « Juglar » classiques sont-ils remplacés par des phases d'expansion-récession depuis 25 ans ? Quels rapports entretiennent ces phases avec la phase longue « ascendante » que nous connaissons depuis la Seconde Guerre mondiale ? Pourquoi le sommet de cette phase longue ne correspond-il pas à la limite : proportion du capital public dans le capital social total ? Autant de questions pour lesquelles aucune réponse théorique satisfaisante n'est fournie par le **Traité marxiste d'économie politique**, pourtant consacré à l'étude du capitalisme monopoliste d'Etat à l'époque actuelle — encore que, pour la dernière question, on a souvent l'impression que la correspondance ne pourrait être assurée que par une « démocratie avancée » qui pousserait plus avant les nationalisations. Les gouvernements actuels étant incapables de réaliser cette opération, il faudrait un changement de gouvernement qui s'effectuerait dans « le cadre du système capitaliste » et qui interviendrait également dans « le cadre du système capitaliste » (déjà cité). Comme ce nouveau gouvernement « ouvrirait la voie au socialisme » on aurait en fin de compte une Démocratie avancée, phase ultime du capitalisme monopoliste d'Etat.

3. Implications politiques de « l'élargissement » des concepts

Mais cette interprétation, qui revient à dire que la théorie du P.C.F. est destinée à montrer que la « démocratie avancée » a pour tâche le développement du capitalisme monopoliste d'Etat dans un cadre spécial qui permettrait la transformation du capitalisme monopoliste d'Etat, poussé à ce comble, en socialisme par la seule vertu du Saint-Esprit (avec citations tronquées de Lénine à l'appui), est erronée.

La tentation est grande de faire cette interprétation pour deux raisons au moins :

34. *Economie et Politique*, n° 185, p. 56.

35. N° 211, février 1972, p. 43.

a) la limite théorique au développement du capital public, sous une forme ou sous une autre, dans le cadre même du capitalisme monopoliste d'Etat, n'est pas mise à jour et elle ne peut l'être. Le P.C.F. et ses intellectuels ne veulent pas voir que le véritable lieu de la dévalorisation se situe dans le colossal processus de concentration et de centralisation du capital (absorptions, fusions...) **orchestré** par le caractère extrêmement discriminatoire de la redistribution des fonds d'Etat, de l'accord des crédits et subventions, etc. Tel est le sens de tous les plans d'austérité ou de « stabilisation ». Tel est le sens, aussi, de la « politique industrielle » des V^e et VI^e Plans, par lesquels les prodigalités de l'Etat (pudiquement nommées « incitations ») se dirigent vers les grands groupes monopolistes et vers les entreprises, souvent déjà importantes, qui acceptent de se regrouper pour former des « unités compétitives » sur le plan industriel.

Ce qui est en réalité planifié et organisé par l'Etat, c'est donc aussi la disparition concomitante des capitaux les plus faibles, leur dévalorisation véritable.

Mais alors, les limites de l'organisation par l'Etat de la dévalorisation-concentration des capitaux, du secteur privé davantage que ceux du secteur public, apparaissent clairement : il devient de plus en plus difficile de lutter contre la suraccumulation qui se développe à l'échelle internationale lorsque la concentration monopoliste atteint un degré tel qu'on peut dire que l'économie de chaque pays est dominée par seulement quelques groupes, qui d'ailleurs se concertent et utilisent au mieux l'appareil d'Etat. On arrive à un degré d'accumulation et de concentration tel que l'ampleur des monopoles dépasse souvent (y compris pour les pays d'Europe) le cadre même des Etats. La contradiction entre les forces productives et l'enveloppe à l'intérieur de laquelle elles sont mises en œuvre devient insurmontable. On arrive à un point tel qu'il faudrait, pour que l'accumulation capitaliste puisse encore se poursuivre sans difficultés majeures, que les mesures évoquées soient prises au niveau international sous les auspices d'un Etat capitaliste supra-national coordonnant et accentuant la politique impérialiste. Ainsi se trouve clairement déterminée la limite de l'intervention économique de l'Etat comme « remède » aux problèmes de l'accumulation : des Etats inévitablement devenus trop petits par rapport au niveau atteint par l'accumulation et par la socialisation du procès économique d'ensemble, confrontés au caractère toujours renaissant de la suraccumulation du capital. C'est pourquoi les capitalistes les plus puissants sont aussi les plus supranationaux. Désormais, le cadre étatique constitue pour les capitaux géants, c'est-à-dire pour le capitalisme en général, **un obstacle en même temps qu'une nécessité.**

Mais, et c'était le premier point, cette limite, on verra pourquoi, n'est pas mise à jour par le P.C.F.

b) le « programme de gouvernement » n'envisageant pas (il s'en faut de beaucoup) la destruction de l'appareil d'Etat capi-

taliste, on aurait ainsi une justification théorique parfaite, se suffisant à elle-même, de la stratégie politique et de la pratique du P.C.F.

Un intellectuel du Parti : Henri Claude, prolongeant avec esprit de suite la théorie de Boccara, c'est-à-dire ne voyant pas, lui non plus, les limites théoriques au développement du capitalisme sur le modèle de l'après-Seconde Guerre mondiale, développe, en 1970, le fondement de l'interprétation évoquée ci-dessus :

« ... de là découlent la **stratégie et la tactique** [souligné par nous] des partis ouvriers restés fidèles à la ligne de pensée de Marx, Engels et de Lénine.

« Ce qui caractérise essentiellement le développement du capitalisme monopoliste d'Etat dans la dernière période (1945-1970), c'est le fait qu'il se soit produit sans avoir reçu l'impulsion d'une crise économique du type de celle de 1929-1933 ou d'une nouvelle guerre mondiale. Ce fait est d'une extrême importance, car il montre que le conflit entre les forces productives et les rapports de production monopoliste est entré dans une phase nouvelle. Et que par conséquent la stratégie révolutionnaire des partis communistes n'a pas besoin de se fonder sur la perspective d'une crise économique catastrophique ou d'une troisième guerre mondiale. Il signifie en effet que la question du passage au socialisme est désormais posée de manière concrète dans les pays capitalistes avancés³⁶... »

Absolument aucune allusion n'est faite, dans tout le texte d'Henri Claude, aux limites du développement du capital à la manière de l'après-guerre. Aucune allusion non plus à la « crise du capitalisme monopoliste d'Etat » tant de fois évoquée par ailleurs³⁷ par les théoriciens du P.C.F. Voilà donc pourquoi, selon Henri Claude, « la stratégie et la tactique des partis ouvriers restés fidèles découlent » de leur analyse du capitalisme monopoliste d'Etat. Comme s'il pensait dans son for intérieur, en secret, que cette stratégie non seulement n'est pas, mais n'a plus besoin d'être vraiment révolutionnaire !

Malgré sa logique indiscutable, cette façon de voir d'Henri Claude n'a jamais été reprise par le P.C.F., qui, bien qu'incapable d'en fournir l'explication théorique, tient à développer ses idées sur la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, qui semble correspondre à une réalité.

On s'entend répéter sans cesse que les « solutions » du capitalisme monopoliste d'Etat se renforcent, donc que la pression sur les travailleurs s'accroît « de plus en plus » et sur une « période longue », résultat d'une crise « profonde », mais « non pas aiguë », avec des hauts et des bas (leur place dans la période longue n'étant jamais spécifiée), mais de façon « non apocalyptique », sans « catastrophe imminente » ni « éclatement

36. Cahiers du C.E.R.M., n° 91, p. 27,

37. Cf. Economie et Politique,

dramatique », choses qui ne seraient pas « tolérées » par le capitalisme monopoliste d'Etat ».

L'ensemble reste bien formel et abstrait, des semblants d'analyse profonde de la crise sont fournis à l'aide d'une « dialectique » confuse (que ceux qui ne sont pas habitués au raisonnement dialectique s'en imprègnent !) entre suraccumulation persistante et capital public. Mais cette crise longue, non catastrophique, laisse le temps aux masses de prendre « progressivement » conscience de la nécessité d'une « démocratie avancée ».

D'autre part, la « démocratie avancée » continue de nous être présentée comme la « forme de transition révolutionnaire entre capitalisme et socialisme »³⁸, l'Etat devenant alors un « instrument aux mains de la classe ouvrière et de ses alliés »³⁹.

La « démocratie avancée » sera donc bien ce « milieu », dont Lénine disait qu'il n'existe pas, entre le capitalisme et le socialisme ou « dictature du prolétariat ». Ce « milieu », qui n'est ni capitalisme, ni socialisme et « ... l'audace raisonnée des mesures du programme proposé par les communistes entraîne leur caractère à la fois profondément novateur et réaliste. Répondant aux aspirations des masses et de la classe ouvrière, ces mesures permettent de briser avec la structure assurant la domination des monopoles capitalistes et avec la logique économique du système actuel, fondée sur l'accumulation et le profit capitaliste »⁴⁰.

Ou encore : « En brisant de la sorte avec le capitalisme monopoliste d'Etat, la démocratie avancée économique et politique se révèle, en définitive, la solution véritable de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat »⁴¹.

De plus, le P.C.F., en accord sur ce point avec les idées de Lénine, reconnaît que le développement du capitalisme monopoliste d'Etat signifie aussi le renforcement de l'appareil d'Etat bureaucratique et de son caractère répressif :

« ... Alors que se renforcent les organes répressifs et bureaucratiques de l'Etat »⁴²...

Par conséquent, si erronée qu'elle soit, cette théorie du capitalisme monopoliste d'Etat, n'a pas encore servi à justifier le choix de la « voie française et pacifique au socialisme » (même si des tentations dans ce sens, plus ou moins isolées, existent). Chaque fois qu'il est question du lien entre théorie économique et « démocratie avancée », on assiste à une simple juxtaposition du genre : il y a crise du capitalisme monopoliste d'Etat, donc nécessité d'une « démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme ». Dans un article de Boccara intitulé : « Suraccumulation

et démocratie avancée », la jonction s'opère de la façon suivante :

« ... Aussi il affirme [le P.C.F.] son aptitude à assumer les responsabilités nouvelles du développement social et national par le contenu de sa politique d'union populaire et d'unité des forces démocratiques et ouvrières sur un programme de gouvernement »⁴³.

Dire qu'il y a crise du capitalisme monopoliste d'Etat et renforcement de l'appareil d'Etat et de son caractère répressif ne s'oppose pas, en tant que tel, à une stratégie révolutionnaire de destruction de l'appareil d'Etat bourgeois.

Le **Traité marxiste d'économie politique**⁴⁴ renvoie explicitement le lecteur au **Manifeste de Champigny** de 1968 et aux thèses du XIX^e Congrès du P.C.F. C'est là, en effet, que l'on trouve les arguments traditionnels sur la « voie pacifique » et la « démocratie avancée » qui se résument ainsi :

1. « Les traditions démocratiques de la France » (ce qui ne manque pas de saveur, comparé au renforcement du caractère répressif de l'Etat, avec le développement du capitalisme monopoliste d'Etat) ;

2. l'existence d'un grand pays socialiste en passe d'accéder au communisme : l'U.R.S.S., et des pays socialistes d'Europe de l'Est.

Deux aspects sont mis en évidence. D'une part, il est affirmé que l'U.R.S.S. représente une force capable de décourager la bourgeoisie au cas où elle aurait l'intention de « violer la légalité révolutionnaire ». Or, on sait qu'en politique étrangère, ce qui intéresse l'U.R.S.S. au premier chef est le statu quo. D'autre part, il est affirmé que l'exemple du développement du « socialisme » et même du communisme en U.R.S.S., ne peut manquer de provoquer, en France, de larges et profondes aspirations au socialisme. Mais le développement des contradictions dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés infirme déjà cette thèse.

Quel est donc, alors, le rôle de cette théorie du capitalisme monopoliste d'Etat qui a fait l'objet d'un traité pour la diffusion duquel de grandes forces ont été mises en œuvre ?

Rassurons-nous, il ne s'agit pas seulement d'une tentative malheureuse !

Du point de vue théorique, sa fonction est double : il s'agit de prouver la nécessité d'un changement de régime et le bien-fondé des mesures préconisées par le P.C.F., récemment rassemblées dans « le petit livre orange ».

38. Economie et Politique, n° 188, p. 22.

39. Ibid., p. 24.

40. Boccara, L'Humanité, 4 février 1972.

41. Boccara, Economie et Politique, n° 204-205, p. 13.

42. Traité marxiste d'économie politique, t. 1, p. 41 ; voir aussi Economie et Politique, n° 200-201, p. 141.

43. L'Humanité, 4 février 1972.

44. Tome 1, p. 95.

Mais ce changement de régime doit aussi permettre de s'ache-miner vers une « France socialiste ». Pour cela, il faut que les limites imposées par le capitalisme au « développement prestigieux » des forces productives soient des limites nationales, et par conséquent transgressables dans le cadre national. Les vraies limites ne peuvent donc être dévoilées, et c'est là la fonction objective (consciente ou inconsciente, peu importe) de la falsification des concepts de suraccumulation et dévalorisation du capital.

« La dévalorisation qu'appellerait la situation actuelle de sur-accumulation durable se heurte au fait que les masses de capitaux à dévaloriser sont les plus gros monopoles eux-mêmes. La solution à leur difficulté de leur point de vue de classe ne peut être la nationalisation⁴⁵. »

Voilà qui est clair : si le capitalisme monopoliste d'Etat se grippe actuellement, c'est par manque de nationalisations, et plus de nationalisations ce n'est déjà plus le capitalisme monopoliste d'Etat, bien que n'étant pas encore le socialisme, car les nationalisations doivent se faire progressivement !

La fixation de l'attention sur le « capital public dévalorisé » fait complètement passer sous la table le caractère éminemment international des contradictions actuelles.

Du point de vue de la propagande, il est certain que la référence permanente à une théorie économique peut laisser penser que la stratégie elle-même trouve son fondement dans des questions théoriques très complexes, qui ne seraient pas accessibles à la grande masse des travailleurs ou même des militants du P.C.F. Cela permet d'éviter, autant que possible, le recours à l'argument U.R.S.S., en parlant de « suraccumulation » et autres choses bien françaises.

IV. CONCLUSION

Nous avons vu comment Lénine a été amené à introduire (nullement de manière épisodique) ce concept de capitalisme monopoliste d'Etat. Mais cette expression, vidée de son sens par le P.C.F., ne peut recouvrer le contenu scientifique qu'elle avait chez Lénine que par le travail d'étude scientifique du fonctionnement du capitalisme.

Ce travail doit en particulier s'efforcer de faire toujours mieux ressortir quelles sont les répercussions exactes des interventions économiques de l'Etat sur le processus contradictoire d'accumulation capitaliste et comment elles en émanent.

Il est clair que cela ne peut être mené à bien sans la mise à

nu et la critique radicale des falsifications du P.C.F., desquelles il est nécessaire de se démarquer.

La référence, sans contenu, aux catégories de Marx et Lénine atteint les sommets avec la « dictature du prolétariat », « loi générale de la révolution socialiste⁴⁶ », qui nous est promise comme couronnement de la « démocratie avancée »⁴⁷. On a même pu lire dans un ouvrage plus ancien (1966) : « La dictature de la classe ouvrière et de ses alliés revêtira la forme de la république parlementaire⁴⁸. » Qu'en pensent les « fondateurs du marxisme-léninisme » ?

« Messieurs les opportunistes, et les kautskystes de ce nombre, bafouent la doctrine de Marx en « enseignant » au peuple que le prolétariat doit d'abord gagner la majorité par le suffrage universel, recevoir ensuite le pouvoir d'Etat grâce au vote de cette majorité, et après seulement, sur cette base de la démocratie « conséquente » (d'aucuns disent : « pure »), organiser le socialisme⁴⁹. »

Nous pourrions ajouter : d'aucuns disent encore démocratie « véritable » ou « avancée », et nous pourrions remplacer kautskystes par bureaucrates du P.C.F. (sans rayer « opportunistes »).

« La dictature du prolétariat, c'est le renversement de la bourgeoisie par **une classe**, par le prolétariat, et plus précisément par son avant-garde révolutionnaire. Exiger de cette avant-garde la conquête **préalable de la majorité du peuple** au moyen d'élections aux Parlements bourgeois, aux Constituantes bourgeoises, etc., c'est-à-dire au moyen du vote **sous le régime de l'esclavage salarié**, en présence des exploités et sous leur domination, sous le régime de la propriété privée des moyens de production, exiger ou supposer cette conquête, c'est, en réalité, abandonner complètement le point de vue de la dictature du prolétariat pour adopter en fait celui de la démocratie bourgeoise⁵⁰. »

« Le prolétariat ne ralliera ces couches de la population (semi-prolétaires et petits paysans), ne pourra les rallier qu'**après** avoir vaincu, après avoir conquis le pouvoir d'Etat, c'est-à-dire après avoir renversé la bourgeoisie, affranchi par là même **tous** les travailleurs du joug du capital et **montré** dans la pratique les bienfaits dispensés par le pouvoir prolétarien (les bienfaits de l'affranchissement du joug des exploités). »

« Les indépendants allemands et les longuettistes français ne comprennent pas cette idée, base et essence même de l'idée de dictature du prolétariat ; ils ne s'appliquent pas à l'inculquer

46. Manifeste de Champigny, p. 17.

47. Thèses du XIX^e Congrès du P.C.F. : « La démocratie avancée est une forme de transition vers le socialisme. » « Le pouvoir socialiste de la classe ouvrière et de ses alliés, que les fondateurs du marxisme-léninisme ont appelé dictature du prolétariat... » Egalement W. Rochet, L'Avenir du P.C.F., p. 124.

48. La Marche de la France au socialisme, p. 98.

49. Lénine, « Les Elections à l'Assemblée constituante et la dictature du prolétariat (1919) », Œuvres, t. XXX, p. 270.

50. Lénine (1920), Œuvres, t. XXX, p. 350.

aux masses, ne l'exposent pas dans leur propagande de tous les jours⁵¹. »

Ainsi, les théoriciens P.C.F. d'aujourd'hui osent encore parler de dictature du prolétariat tout en reniant explicitement ce qui constitue, selon Lénine, « la base et l'essence même de l'idée de dictature du prolétariat ».

Mais s'ils se risquent encore à en parler dans les « thèses », de manière d'ailleurs très pudique (« ce que les fondateurs [...] ont appelé... »), il faut bien dire que, dans la propagande journalière, ils évitent l'emploi d'une expression qui risquerait de faire mauvais effet et qui, même en ajoutant : « et de ses alliés » rebute les alliés eux-mêmes de Mitterrand à Guy Mollet.

En transitant par le P.C.F., la théorie marxiste, on le voit, change de visage. C'est sans doute parce qu'il faut, comme le dit si bien W. Rochet, « savoir allier l'idéal le plus noble et le plus élevé au sens aigu des possibilités⁵² » !

Aussi la lutte idéologique ne peut manquer de passer par la critique interne des théorisations stalino-réformistes, économiques ou autres.

Cette lutte idéologique et cette critique interne des théories P.C.F. en particulier, loin de dispenser de l'analyse de la dégénérescence bureaucratique des Etats ouvriers d'Europe de l'Est et des P.C. d'Occident, ne peut, au contraire, qu'utilement la compléter en s'y appuyant.

51. Ibid., p. 351.

52. L'Avenir du P.C.F., p. 7.